

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Le CaBRI - STATUTS

Article 1 :

Il est fondé entre amateurs de BRITISH (Longhair et Shorthair), de SCOTTISH Fold, HIGHLAND Fold, et des Races Associées une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre :
Le CaBRI – LE CLUB DES AMOUREUX DU BRITISH, DU SCOTTISH et des races associées -

Article 2 :

Cette association a pour but de :

- Faire connaître, promouvoir et défendre la race du British Shorthair et Longhair, du Scottish Fold et Highland Fold, et les races associées.
- Rassembler les propriétaires, amateurs et éleveurs, ainsi que les associations félines de ces races.
- Favoriser les échanges entre eux.

Article 3 :

Le siège social de l'association est fixé à :

- SAOSNES Le Petit Mans, 72600 –.

Il pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 3A :

La durée de l'Association est illimitée.

Article 3B :

Objet et moyens d'action :

L'association a pour objet

- de faire connaître, promouvoir et défendre la race du British Shorthair, Longhair, du Scottish Fold et Highland Fold et les races associées.
- de rassembler les propriétaires, les éleveurs, les amateurs des Races citées en dénomination.
- de regrouper les Associations représentatives des Races citées en dénomination.
- d'améliorer les qualités génétiques, morphologiques et comportementales de la race et groupe de race concernées.
- d'encourager l'élevage du chat de race, de contribuer à sa promotion.
- de définir les règles techniques de qualification des animaux au Livre Généalogique de la race et assurer la direction de l'élevage du British (Shorthair et Longhair), du Scottish Fold, Highland Fold et des Races Associées.

Pour atteindre son objet, elle emploie, à titre indicatif et non limitatif, les moyens d'action suivants:

- 1- Gestion du standard de la race ou du groupe de races, en concertation avec le L.O.O.F., les juges de la race et les organismes de contrôles qui pourraient être mis en place par l'autorité de tutelle.
- 2- Prise en compte des caractéristiques anatomiques, physiologiques et comportementales qui sont de nature à compromettre la santé et le bien être de la progéniture et des reproducteurs.
- 3- Contribution à l'élaboration des règles permettant de certifier les reproducteurs.
- 4- Mise en place de commissions techniques.
- 5- Mise en place de moyens d'information et de communication auprès du grand public.
- 6- Mise en place de moyens pour favoriser les relations entre adhérents et les aider et les guider dans l'élevage.
- 7- Etablir et diffuser des commentaires du standard à l'attention des juges.
- 8- Traduction française des standards étrangers de la race.
- 9- Aide à l'organisation des expositions spécialisées de la race et des séances d'expertises.
- 10- Publication, selon les possibilités financières de l'association, d'un bulletin périodique traitant essentiellement les sujets susceptibles de faire connaître et apprécier la race et permettant aux éleveurs de parfaire leurs connaissances.
- 11- Se doter de tout moyen jugé nécessaire pour répondre à l'objet.

Article 4 :

L'association se compose :

- De Membres actifs
- De membres bienfaiteurs
- De membres d'honneur
- De membres sympathisants

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Article 4A :

Le montant de la cotisation est fixé annuellement par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'administration. Elle est due pour l'année à courir par tout membre admis avant la date du 1er octobre. Elle est payable au plus tard pour le 31 janvier de chaque année. A partir du 1^{er} octobre, les cotisations recueillies lors d'adhésions nouvelles seront comptées pour l'année suivante.

Les membres d'honneur ne sont pas tenus au versement d'une cotisation.

Article 5 :

Peut être membre toute personne physique ou morale (association, commerce, élevage, syndicat etc.) cependant une seule carte de membre est délivrée par entité.

Pour être membre actif, il faut être âgé au minimum de 16 ans, être en conformité avec la législation en vigueur, acquitter une cotisation.

Pour être membre bienfaiteur, les conditions requises sont les mêmes que membre actif, mais il faut acquitter une cotisation fixée au minimum à celle de membre actif + 50 %.

Le titre de membre d'honneur peut être proposé par le conseil d'administration à toute personne ayant rendu des services à l'association ou, qui par leurs agissements ont oeuvré pour la race du BRITISH (Shorthair et Longhair), du SCOTTISH Fold, HIGHLAND Fold et des Races Associées. Un membre d'honneur ou sympathisant, peut être consulté mais n'est ni éligible, ni électeur.

Les membres d'honneur peuvent aussi être proposés par au moins cinq adhérents. La nomination des membres d'honneurs se fait par l'Assemblée Générale. Le titre de membre d'honneur est accordé si l'Assemblée Générale vote la proposition à la majorité des deux tiers.

Sont membres sympathisants les personnes adhérant à l'esprit de l'association, et/ou désirant des services et des informations. La cotisation est fixée au minimum à 25% de celle de membre actif.

Article 6 :

Radiation :

Le conseil d'administration a la faculté de prononcer la radiation d'un adhérent qui maltraiterait les animaux, ne respecterait pas les clauses des présents statuts ou qui porterait préjudice par ses actes, paroles ou écrits aux intérêts de l'association ou qui manquerait à l'obligation de courtoisie et d'entraide qui doit présider au rapport des adhérents entre eux, ou qui ne tiendrait pas compte des recommandations de la commission d'expertise de la race et continuerait à produire des sujets dont les défauts héréditaires portent préjudice à l'amélioration la race.

Le conseil d'administration doit au préalable demander à l'intéressé de fournir toutes les explications et respecter la procédure définie au règlement intérieur de l'association. Après examen du dossier, il statue sur la durée et les conditions de la radiation. Tout membre radié qui désirerait réintégrer l'association doit avoir l'accord à l'unanimité du Conseil d'Administration.

La qualité de membre se perd par :

Le non paiement de la cotisation, tel que défini dans l'article 4A.

La démission :

Les adhérents peuvent démissionner en adressant leur démission au Président, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ils perdent alors leur qualité de membre de l'association mais restent tenus du paiement de leur cotisation de l'année en cours.

Le non-paiement de la cotisation annuelle un mois après l'expiration du délai de paiement entraînera la radiation de plein droit sans autre formalité.

Le décès :

La qualité de membre se perd par le décès de la personne physique, ou la disparition de la personne morale

En cas de décès d'un adhérent, ses héritiers et ayants droit n'acquièrent pas de plein droit la qualité de membre de l'association.

Les membres démissionnaires ou exclus sont tenus au paiement des cotisations arriérées et des cotisations de l'année en cours lors de la démission ou de l'exclusion.

Article 7 :

Les ressources annuelles de l'association comprennent :

- Le montant des droits d'entrée et des cotisations versés par ses membres,
- les subventions d'organismes publics (ex : l'Etat, les régions, des départements et des communes),
- les fonds générés par les activités de l'association, par exemples des services contre remboursement des frais. (Ex : documents techniques).
- des dons ou libéralités ou toutes autres ressources autorisées par la loi.

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Article 8 :

L'association est dirigée par un conseil d'administration composé de 10 membres au maximum, élus au scrutin secret, pour trois ans, par l'assemblée générale et renouvelables par tiers tous les ans. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration est issu de l'assemblée générale qui coopte les administrateurs sur proposition du Conseil d'Administration.

Le vote se déroulera à bulletin secret et seront élus les candidats qui auront obtenu la majorité.

Pour être éligible au Conseil d'Administration, il faut être, majeur, jouir de ses droits civiques et civils, être membre de l'association depuis au moins 1 an, ne pas être membre du Conseil d'Administration d'un autre club d'une des races British Shorthair et ou Longhair et ou Scottish et ou Highland Fold.

Les membres sortants sont rééligibles.

Les fonctions de membre du C.A. ne peuvent, selon la loi, être assumées que par des bénévoles. En conséquence, elles ne peuvent donner lieu à une quelconque rétribution. Cependant, les membres du CA peuvent recevoir un remboursement des frais qu'ils engagent pour l'association, après accord du Président, sur présentation d'un justificatif comptable.

Article 8A : Faculté pour le conseil d'administration de se compléter

Si un siège de membre du conseil devient vacant dans l'intervalle de deux assemblées générales ordinaires annuelles, le conseil pourra pourvoir à son remplacement. S'il ne le fait pas, ses décisions sont cependant valables. S'il procède à une cooptation, elle devra être ratifiée par l'assemblée générale suivante. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeurera en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

La cooptation se déroulera selon la procédure définie au règlement intérieur de l'association. A défaut de ratification de cette cooptation, les délibérations et les actes du conseil resteront cependant valables.

En cas d'absence d'un administrateur sans excuse jugée valable à 2 réunions consécutives du Conseil d'Administration, l'administrateur, à qui toute latitude d'explication doit être donnée, peut être exclu du Conseil d'Administration après lettre recommandée adressée par le secrétaire et à charge d'en rendre compte devant l'assemblée générale suivante, qui statuera définitivement.

Article 8B : Délégués régionaux et internationaux

L'association pourra mettre en place des délégués choisis parmi ses membres et chargés du soin de la représenter dans une zone géographique déterminée.

Article 9 :

Lors de chacun de ses renouvellements statutaires, c'est-à-dire après une assemblée générale comportant une élection de membre(s) au Conseil d'Administration, un Conseil d'Administration est convoqué selon l'Article 10 des statuts. Ce Conseil d'Administration procède à l'élection des remplaçants aux postes du bureau devenus vacants parmi ses membres.

Afin de respecter le choix des membres de l'Association, les postes à pourvoir au bureau et au CA, sont attribués en fonction de la lettre de motivation de chaque candidat.

Si 2 personnes sont élues en ayant postulé pour le même poste, c'est le Conseil d'Administration qui tranche à la majorité simple.

Est sortant du bureau tout membre arrivé en fin de mandat au CA ainsi que tout membre exprimant le désir par courrier (postal ou mail) au Président de l'association.

En cas de vacances de postes, le Conseil d'Administration est convoqué dans les 30 jours suivant la réception de la démission par le Président, et élit un remplaçant au poste du démissionnaire. Le bureau est reconstitué en totalité dès que le poste de Président est vacant.

Le bureau est composé de :

1. Un président et, s'il y a lieu, un ou deux vice-président(s)
2. Un secrétaire et, s'il y a lieu, un secrétaire adjoint
3. Un trésorier et si besoin est, un trésorier adjoint.
4. Un chargé de communication.

Il pourra être nommé un ou plusieurs adjoints.

Un administrateur ne peut pas cumuler les fonctions principales. Il peut cependant être adjoint à un ou plusieurs autres postes.

Le doyen du comité assure la présidence pour l'élection.

Le président ne peut cumuler son mandat qu'avec 2 autres mandats de président (associations territoriales, associations de race).

Article 10 :

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au minimum une fois par an, ou sur demande du tiers de ses membres avec proposition d'un ordre du jour précis.

Nul ne peut voter par procuration au sein du C.A. Les administrateurs absents peuvent seulement donner leur avis par écrit sur les questions portées à l'ordre du jour.

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Le bureau peut autoriser les membres absents à voter par correspondance pour certaines questions dont le libellé est bien défini à l'ordre du jour. Notification devra en être portée sur l'ordre du jour.

La présence d'au moins la moitié des membres du C.A. est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les délibérations du C.A. sont constatées par les procès-verbaux qui sont soumis à l'approbation du conseil suivant; ils ne peuvent être publiés qu'après approbation.

Les membres du Conseil d'Administration prennent contact entre eux aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au minimum une fois par trimestre. Ces contacts peuvent se prendre via tous les moyens de communication modernes (téléphone, internet, messagerie instantanée...). Les décisions prises lors de ces « net meeting » le sont à la majorité absolue des suffrages exprimés, en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions prises sont soumises à approbation et ne peuvent être publiées qu'après approbation.

Article 10A : Pouvoir du conseil d'administration

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et faire ou autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale.

Il surveille la gestion des membres du bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

Il peut interdire aux administrateurs d'accomplir un acte qui entrerait dans leurs attributions statutaires mais dont il contesterait l'opportunité.

Il peut, à la majorité absolue, en cas de faute grave, suspendre provisoirement un ou plusieurs membres du bureau en attendant la décision de l'assemblée générale qui doit en ce cas, être convoquée et réunie sous 2 mois.

Il est la juridiction de première instance des décisions disciplinaires pour les infractions aux statuts et règlements commises par ses membres. Ces infractions sont frappées de forclusion si elles n'ont pas fait l'objet d'une plainte dans l'année suivant la constatation.

Il autorise le Président et le trésorier à faire tous achats, aliénations ou locations nécessaires au fonctionnement de l'association.

Article 10B : Compétences

Les membres du bureau sont responsables de leurs actes. Ils sont chargés d'exécuter les décisions du conseil et de l'assemblée générale, d'assurer le bon fonctionnement de l'association qu'ils représentent en justice et dans tous les actes de la vie civile.

En cas de décès, de démission ou d'absence de longue durée, le doyen se substitue au Président et devra convoquer dans un délai d'un mois un conseil extraordinaire à fin d'élection.

Le secrétaire est chargé de tout le travail administratif nécessaire au bon fonctionnement de l'association.

Le trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'association. Il effectue tous paiements et reçoit, sous la surveillance de l'adjoint, toutes sommes dues à l'association. Il ne peut aliéner les valeurs constituant les fonds de réserve qu'avec l'autorisation du conseil. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations qu'il effectue et en rend compte au conseil sur toute demande de ce dernier et à l'assemblée générale annuelle qui approuve, s'il y a lieu, sa gestion.

Tous les membres du bureau ayant en leur possession des matériels ou des documents appartenant à l'association, devront les restituer au siège social dès cessation de leur fonction.

Article 11 :

Le Bureau se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au minimum au moins une fois tous les 3 mois, sur convocation du Président. Ces réunions peuvent se dérouler via tous les moyens de communication modernes (téléphone, internet, messagerie instantanée...). Les décisions prises lors de ces « net meeting » le sont à la majorité absolue des suffrages exprimés, en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions prises sont soumises à approbation et ne peuvent être publiées qu'après approbation.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 12 :

Les adhérents se réunissent en assemblée générale (A.G.) qui est qualifiée d'extraordinaire lorsque ses décisions se rapportent à une modification des statuts et d'ordinaire dans les autres cas.

L'Assemblée Générale ordinaire comprend tous les membres de l'association (membres actifs et bienfaiteurs) à jour de leur cotisation pour l'exercice en cours et inscrits depuis 6 mois au moins avant la date de l'assemblée générale, elle se réunit chaque année au cours du premier semestre.

Les membres à jour de leur cotisation peuvent proposer jusqu'à deux questions à indiquer dans l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Les membres de l'association sont convoqués, 15 jours avant la réunion, par le secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. Ne sont traitées lors de l'Assemblée Générale que les questions inscrites à l'ordre du jour.

Ont la qualité de votants tous les membres actifs et bienfaiteurs présents lors de l'Assemblée Générale ainsi que tous les membres actifs ayant donné pouvoir de vote à l'un des membres de l'Association présent lors de l'Assemblée Générale. Les pouvoirs seront validés par l'Assemblée Générale, un membre actif présent ne pouvant disposer que de 4 pouvoirs d'un autre membre actif de l'association.

Le quorum est fixé à 30% des membres actifs de l'Association, pouvoirs compris.

Le vote par correspondance est autorisé pour les élections seulement. Chaque membre doit être mis en mesure de pouvoir exercer son droit de vote, soit directement, soit par correspondance.

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

En outre, l'assemblée générale est convoquée extraordinairement, soit par le conseil, soit à la demande du quart au moins des membres de l'association, actifs ou/et bienfaiteurs, cette demande devant comporter une proposition précise d'ordre du jour.

Article 12A : Bureau de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le Président du bureau, à défaut, par l'administrateur le plus âgé, ou encore par un membre du conseil délégué à cet effet par ce dernier.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire du bureau ou, en son absence, par un membre de l'assemblée générale désigné par celle-ci.

Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'association en entrant en séance et certifiée par le président et le secrétaire de séance.

Article 12B : Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport du conseil sur sa gestion et sur la situation morale et financière de l'association. Elle approuve ou redresse les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, coopte les administrateurs nommés provisoirement, délibère sur toutes les questions mises à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents (1 personne = 1 vote).

L'assemblée générale est souveraine dans ses décisions. Pour se tenir valablement, 30% des membres doit être présent ou représenté (pouvoirs) à l'assemblée générale. Si tel n'est pas le cas, il faut la convoquer une nouvelle fois. Quel que soit le nombre de présents elle peut alors se tenir.

Article 12C : Procès-verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le président de l'assemblée et le secrétaire.

Ceux-ci seront publiés dans le bulletin de l'association.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signées par le Président du conseil ou par deux administrateurs.

Article 13 :

Le président, ou la moitié des membres actifs plus un, peuvent convoquer à tout moment une assemblée générale extraordinaire suivant les formalités prévues par l'article 12.

Article 13A : Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts et son règlement intérieur dans toutes leurs dispositions. Elle statue sur toutes les questions urgentes qui lui sont soumises. Elle peut notamment décider la dissolution de l'association.

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée de 30% au moins des membres.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est convoquée à nouveau dans les conditions prévues à l'article précédent pour l'assemblée générale ordinaire. Ses délibérations sont alors valables, quel que soit le nombre des présents.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet.

Article 13B :

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou forcée de l'association, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

L'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article de 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901

Article 14 :

Un règlement intérieur définit le fonctionnement de l'Association. Toute modification au règlement intérieur devra être soumise à l'Assemblée Générale et recueillir le vote favorable des 2/3 des présents, aucun pouvoir de vote n'étant admis.

Le quorum nécessaire étant fixé à 30% des membres actifs.

Article 15:

Toutes discussions politiques ou religieuses ainsi que les jeux de hasard sont interdits dans les réunions de l'association ou du conseil.

L'association s'interdit formellement de faire commerce de chats pour son propre compte ou encore de faire acte, même occasionnellement, d'intermédiaire moyennant taxes ou courtages à l'occasion de transactions entre éleveurs et acquéreurs de chats.

En cas de demande de renseignements, d'achat de chatons ou de reproducteurs, l'association communique, dans leur totalité, les informations qui lui ont été transmises par écrit et en sa possession au jour de la demande. Ces informations sont produites sous la responsabilité du déclarant.

Des commissions spéciales pourront être mises en place par le Conseil d'Administration selon les modalités définies par le règlement intérieur de l'association.

Tous les cas non prévus aux présents statuts seront réglés par le conseil suivant le sens le plus conforme à l'esprit des règlements de l'association.

Article 16 : Déclaration et publication

Le Conseil d'Administration remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi.

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Tous pouvoirs sont conférés à cet effet au porteur d'un original des présentes.

Fait à Paris, le 11 février 1997

Modifiés en Assemblée Générale Extraordinaire le 12 octobre 2002

Adresse Siège Social modifiée par décision du CA le 13 mai 2008

Modifiés en Assemblée Générale Extraordinaire le 23 janvier 2009

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSOCIATION

Article 1 -

Ce règlement intérieur a pour but de compléter et de préciser les dispositions statutaires relatives :

- aux moyens d'action de l'association,
- à l'admission et à la démission de ses membres ainsi qu'à sa juridiction,
- à la mise en place de délégués.
- à la composition du comité et du bureau,
- à l'assemblée générale,
- à l'institution de commissions spécialisées.

Toute modification au règlement intérieur devra être soumise à l'Assemblée Générale et recueillir le vote favorable des 2/3 des présents. Il est de même pour la modification des statuts.

Ce règlement intérieur et toute modification ultérieure à la présente rédaction n'entreront en application qu'après leur approbation, par l'assemblée générale de l'association.

Article 2 - MOYENS D'ACTION

Article 2A - DEFINITION

Leur rôle est de permettre à l'association d'atteindre son objet tel que défini dans ses statuts: améliorer la race BRITISH (Shorthair, Longhair), SCOTTISH FOLD, HIGHLAND FOLD, et les races associées, et encourager l'élevage en France et en Europe, contribuer à sa promotion.

L'énumération qui en est faite à l'article 3B des statuts de l'association ne peut en aucun cas être considérée comme limitative; leur liste peut être modifiée ou complétée en fonction de l'évolution :

- de la législation,
- des techniques d'élevage
- et des techniques de promotion ou de diffusion.

Article 2B - COMMISSION D'EXPERTISE DE LA RACE

En l'absence d'une harmonisation des jugements et de confirmations, la commission d'expertise de la race est le support principal de la politique d'élevage définie par l'association.

La commission d'expertise lorsqu'elle officie, s'appuie sur des fiches techniques zootechniques, éditées à cet effet par l'association.

L'association considère que son rôle ne se limite pas à l'établissement et à la diffusion de ces fiches, elle s'engage à les compléter par la diffusion de tous commentaires et explications appropriés, de notes d'information et de documents techniques, ainsi que par l'organisation de réunions théoriques à l'attention des éleveurs et des juges.

Par son jugement, la commission d'expertise, apprécie le travail des éleveurs, et conditionne la mise en oeuvre effective des directives de l'association en vue d'améliorer la race...

A terme, l'objectif de la commission d'expertise est de former et d'informer les juges reconnus et habilités à juger les BRITISH (Shorthair, Longhair), SCOTTISH FOLD , HIGHLAND FOLD, et Races Associées.

Article 2C - GENEALOGIE ET REPERTOIRE DES REPRODUCTEURS

Pour aider la commission d'expertise dans son travail, afin de disposer d'un maximum de renseignements, l'association tient un livre des reproducteurs recommandés

Article 2D - EXPOSITIONS

Elles constituent un des outils de la politique de sélection.

Leurs règlements seront publiés. Les jugements y seront rendus.

Article 3 -

Chaque adhérent de l'Association a toute latitude d'adhérer à toute autre association féline de son choix.

Article 3A - ADMISSION, DÉMISSION, EXCLUSION, JURIDICTION

Article 3A1 - Admission

Tout adhérent admis dans les conditions déterminées par l'article 5 des statuts est réputé accepter sans réserve, du seul fait de son adhésion, les statuts et le règlement intérieur de l'association.

Tout membre de l'association habilité à recueillir des adhésions devra :

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

- donner connaissance au postulant des statuts et du règlement intérieur de l'association,
- transmettre immédiatement au trésorier les demandes d'adhésion accompagnées du titre de paiement correspondant.

Article 3A2 – Démission

Pour être valable, toute démission doit être adressée au président par lettre recommandée avec accusé de réception (article 6 des statuts de l'association) et ce avant le 31 décembre de l'année en cours.

Article 3A3 - Radiation

La date du dépôt de l'avertissement recommandé sert de référence pour le délai d'un mois à courir avant radiation : ce délai part du lendemain du dépôt à la poste.

Article 3A4 - Juridiction et sanctions

a) Juridiction de l'association.

Elle s'étend sur toutes les manifestations et à l'occasion de toutes les réunions organisées. Elle s'applique aussi bien à ses membres en toute circonstance qu'à tous les autres amateurs de la race ayant participé à des manifestations ou réunions en contrevenant ouvertement aux règlements de la FEDERATION NATIONALE ou en se comportant de façon incorrecte.

b) Nature de la sanction.

Les sanctions applicables sont :

- 1 - au premier degré : l'avertissement ;
- 2 - au deuxième degré : l'exclusion temporaire ou définitive de toute manifestation avec participation de l'association.

c) Prononcé des sanctions.

Elles sont prononcées par le conseil siégeant en conseil de discipline et délibérant dans les conditions fixées à l'article 10 des statuts de l'association.

d) Directives pour l'application des sanctions.

Tous les manquements ou fautes seront appréciés par le conseil suivant leur nature et leurs conséquences. Ils seront frappés de sanctions en rapport avec leur caractère de gravité, le conseil ayant toute latitude pour infliger des sanctions intermédiaires entre celles prévues au paragraphe b) ci-dessus.

e) Procédure.

Aucune sanction ne pourra être prise sans que les intéressés aient été avisés par lettre recommandée avec accusé de réception :

- de la nature des faits qui leur sont reprochés,
- de la sanction qu'ils peuvent encourir,
- de la possibilité d'opter entre le dépôt sous quinzaine d'un mémoire en défense au siège de l'association, ou la comparution - avec éventuellement assistance d'un conseil - devant le conseil.

Au cas où cette dernière option serait retenue, le président de l'association devra en être avisé sous délai de quinzaine. (Dans les deux cas, le délai de quinzaine court à partir de la date de présentation de la lettre recommandée avec A.R.)

Si les intéressés ont opté pour la comparution, ils seront convoqués par lettre recommandée avec A. R. - au moins 15 jours à l'avance - pour se présenter à la réunion du conseil.

Les décisions prises par le conseil sont notifiées aux intéressés par lettre recommandée avec A.R. dans un délai d'une quinzaine à compter de leur prononcé.

Les décisions prises pourront être publiées dans le bulletin de l'association.

Article 4 -

L'Association « le CaBRI » se veut indépendante et ouverte à tout le monde félin.

Elle peut être « reconnue » par une autre association en tant que club de race ou comme partenaire privilégié.

Cette « reconnaissance » ne saurait être exclusive vis à vis d'une autre association avec laquelle « le CaBRI » aurait noué des liens et n'implique aucun rapport de subordination vis à vis de l'association ou de l'organisme « reconnaissant » « le club du British-Shorthair » et des races associées, cela dans quelque domaine que ce soit.

Article 5 - DÉLÉGUÉS

Des délégués régionaux ou internationaux peuvent représenter l'Association.

Ils sont désignés par le Conseil d'Administration.

Leur mandat prend fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire et peut être renouvelé.

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Article 5A - Désignations

Pour atteindre l'objet fixé à l'article 5 de ses statuts, l'association prendra toute mesure utile pour assurer une efficace décentralisation de ses moyens d'action.

A cet effet, elle choisira parmi ses membres des délégués auxquels elle confiera le soin de la représenter dans une zone géographique déterminée.

L'honorabilité, la compétence et l'efficacité seront les critères retenus pour la désignation des délégués régionaux et internationaux.

Article 5B - Compétences et rôle

Représentant de l'association, le délégué doit - dans la zone qui lui est confiée - renseigner et guider administrativement et techniquement les amateurs de la race. II assumera la responsabilité de la conception et de l'organisation des manifestations ou réunions programmées dans sa zone géographique et incitera les éleveurs et propriétaires de chats de la race à y participer.

II assurera la promotion de la race et la recherche d'adhésions nouvelles à l'association.

L'agrément pourra être retiré à tout délégué dont l'action serait jugée insuffisante par le conseil, ou qui, par ses paroles et son attitude, nuirait au bon renom de l'association.

Article 6 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6A - Gratuité des fonctions

Les membres du conseil ne peuvent recevoir aucune rétribution à l'occasion de leurs fonctions (article 8, dernier alinéa, des statuts de l'association). Des remboursements de frais sont seuls possibles sur présentation de justificatifs et après accord préalable du Conseil sur l'engagement de ces dépenses.

Article 6B - Cooptation

Pour être valable, sa proposition devra obligatoirement être inscrite à l'ordre du jour du conseil où elle sera décidée.

Article 6C - Appel de candidatures

Un mois avant l'assemblée générale au cours de laquelle se déroulera le scrutin pour le renouvellement statutaire partiel du comité (article 8 des statuts de l'association), le Président devra :

- informer les adhérents du nombre de postes à pourvoir,
- préciser les délais de recevabilité des candidatures (3 semaines avant l'assemblée générale).

Le conseil devra désigner parmi ses membres une commission des élections composée de 2 membres. Cette commission vérifiera la recevabilité des candidatures, dressera la liste des candidats (sortants rééligibles, nouveaux candidats) et établira les bulletins de vote.

Les lettres de **candidature au Conseil**, avec CV (détaillé sur les centres d'intérêts de l'Association) et motivation, doivent parvenir à l'Association, par lettre recommandée avec AR, au moins 3 semaines avant la date fixée pour l'Assemblée. Le candidat doit stipuler clairement la fonction pour laquelle il postule.

Article 6D - Élections

a) Matériel de vote.

Les bulletins de vote et enveloppes réglementaires seront adressés par le secrétaire à chaque membre à jour de cotisation en même temps que l'avis de convocation à l'assemblée générale et au plus tard quinze jours avant la date des élections, afin de permettre l'exercice du droit de vote par correspondance.

Les votes par correspondance devront être envoyés par poste, dans les enveloppes réglementaires à l'adresse de l'association, pour être reçus par voie postale à l'adresse indiquée au plus tard 72 heures avant la tenue de l'assemblée générale. L'enveloppe d'expédition devra obligatoirement porter en mention extérieure le nom, le prénom et l'adresse du votant, à fin d'émargement sur la liste électorale et contenir une enveloppe neutre renfermant le bulletin de vote et exempt de tout nom ou signe distinctif sous peine de nullité. Seuls les originaux sont admis.

b) Constitution et rôle du bureau de vote.

Le trésorier dressera avant chaque assemblée générale la liste des membres de l'assemblée générale tels que définis à l'article 12 paragraphe 2 des statuts.

Il sera constitué au début de l'assemblée générale un bureau de vote dont les scrutateurs (au minimum 2) seront désignés par l'assemblée générale. II fonctionnera sous la responsabilité d'un membre du comité non candidat à l'élection.

II procèdera à la vérification et à l'émargement des enveloppes reçues, puis au dépouillement des bulletins.

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

c) Vote sur place.

Les membres présents à l'assemblée générale n'ayant pas voté par correspondance pourront, après émargement sur la liste électorale dressée par le trésorier, voter en début d'assemblée générale. Une urne sera déposée à cet effet.

d) Dépouillement des votes.

Il fait l'objet d'un procès-verbal auquel sont annexés :

- les bulletins blancs,
- les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe,
- les désignations insuffisantes,
- les bulletins portant des noms autres que ceux des candidats,
- les enveloppes sans bulletin.
- les bulletins ou enveloppes portant des mentions manuscrites ou des signes pouvant être interprétés comme distinctifs.

Le procès-verbal est signé par le président du bureau de vote et les scrutateurs.

e) Résultats.

« *Les Administrateurs sont élus à scrutin secret.* »

Sur la liste des candidats, soumise au vote, chaque adhérent ne peut voter au maximum que pour un nombre de candidats égal au nombre de postes à pourvoir, sous peine de nullité.

Un bulletin nul n'est pas comptabilisé dans les votes exprimés.

Les candidats élus sont ceux qui ont obtenus le plus de voix

En cas d'égalité du nombre de voix, la priorité est donnée au candidat le plus ancien dans l'Association, la date d'admission par le Conseil, inscrite sur la carte d'adhésion, faisant foi.

Le résultat sera rendu public immédiatement après le dépouillement et tous les bulletins de vote autres que ceux devant être annexés au procès-verbal seront détruits en présence des adhérents ayant assisté au dépouillement.

f) Réclamations et contestations.

Toutes les réclamations ou contestations devront être formulées à l'issue du dépouillement afin de figurer au procès verbal.

Elles seront soumises à l'appréciation du conseil.

Article 6E -

Les procès-verbaux du conseil sont approuvés à la séance suivante.

ARTICLE 7 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 7A - Convocations

Qu'il s'agisse d'une assemblée générale ordinaire ou d'une assemblée générale extraordinaire, elles sont adressées conformément à l'article 12 des statuts de l'association - au moins 15 jours à l'avance par voie de bulletin ou par lettre (postale ou électronique) contenant l'ordre du jour.

Elles sont adressées aux adhérents à jour de cotisation ayant au moins 6 mois de présence (article 12, alinéa 2, des statuts de l'association) qui, en tant que membres de l'assemblée générale, ont seuls droits de participer aux délibérations et décisions.

Article 7B - Délibérations de l'assemblée générale

Elles doivent être publiées dans le bulletin de l'association ou, à défaut, être adressées aux adhérents.

ARTICLE 8 - COMMISSIONS

Article 8A - Rôle

Les commissions spéciales prévues à l'article 15, alinéa 4, des statuts de l'association ont pour but d'associer des personnalités compétentes à la préparation des travaux du conseil.

Article 8B - Compétences

Le secteur de compétence de chaque commission sera nettement défini par le conseil de l'association qui aura toute latitude, s'il le juge nécessaire, pour prévoir la création de :

- commission de gestion (finances, adhésions, élections, bulletins...),
- commission technique (élevage, génétique),
- commission des standards
- commission des litiges chargée d'instruire toutes les affaires contentieuses.
- Ainsi que toute autre commission qu'il jugerait utile.
-

Statuts et règlement intérieur du CaBRI

Article 8C - Composition

Elles sont constituées de membres du conseil de l'association et d'adhérents ou de non adhérents particulièrement qualifiés dans les domaines relevant de la compétence de chacune des commissions.
Elle comprendra obligatoirement un membre du conseil.

Le secrétaire sera élu par la commission.

La commission des litiges sera composée de 3 membres du conseil de l'association choisis en raison de leur sens de l'équité, de leur réputation de bon sens et, si possible, de leurs connaissances juridiques.

Le Président sera obligatoirement membre de la commission.

Article 8D - Mandats des commissaires

Ils viennent à expiration lors de chaque renouvellement statutaire du conseil.

Article 9 - Saisines et pouvoirs

Les commissions étudient les questions qui leur sont soumises par le conseil de l'association.

Elles n'ont qu'un pouvoir de proposition, le pouvoir de décision appartenant au seul conseil de l'association ou à l'assemblée générale dans le cas d'exclusion.

**Règlement Intérieur modifié en Assemblée Générale Extraordinaire le 12 octobre 2002
Modifiés en Assemblée Générale Extraordinaire le 23 janvier 2009**